

[Texte]

I appears, to me that we have probably one of the best sources of agricultural education right on our farms, if we can get young men and women from the classrooms onto the farm where they can be taught the proper methods of agriculture in the proper environment. I would like to hear more from you on what you see as the program that we can offer to get young people onto the farms, get people back to the farm, and give them some sense of security and some look to the future that God help us, we cannot say any more that the only rich farmer is a dead farmer because that is the only time he becomes rich.

• 1640

Mr. Whelan: The farm credit legislation would be before the House now only we are revising it before we present it to the House because of the financial changes in the world at the present time.

We feel that young farmers should be treated nearly the same as other parts of society. For instance a lot of people do not feel that we are doing as much for young farmers as we are for university students. According to the figures given to me a year ago we subsidize every university student to the tune of \$14,000 per year for his education, but we refuse to do that to start somebody up in agriculture.

I am not saying we are going that far with agriculture but if I am going to loan, or be responsible for the government loaning, \$200,000 to a young farmer, I want some kind of program which will make sure that he is going to be able to have a decent living for his family and be able to repay it.

These other programs that we talked about earlier—stabilization, crop insurance etc.—must go along with it. They must be there, because you cannot have people running around the national saying, «if you produce too many eggs you give them away», or «if you produce too many turkeys you should give them away.» They would go broke doing that, and there would be no production of that commodity the next year. What you have to do is provide stability.

This is the same thing that I think the members are concerned about in the beef industry. We want beef production in Canada. The provinces have spent millions of dollars on it and we have spent substantial amounts of money on it also. As far as I am concerned it is an industry which wants saving with some kind of stability provided. But parts of that industry, as in other parts of the agricultural industry say they do not need it. Again I think some of them are hoping that if two or three people on the road disappear they will be able to buy that property and be that much bigger the next year.

As far as I am concerned, this cannot be good for our agricultural society, no matter what anybody says. For certain kinds of our production it is better to have it in units which are economically right but still the family farm type of unit. So we, and the farm credit will be suggesting that loans be made available to farmers between 18 and 35 with very little down payment—if any, in some instances—and they must become full-time farmers within five years.

[Interprétation]

ment des jeunes qui vont quitter, mais aussi de nouveaux agriculteurs.

Il me semble que nous avons probablement l'une des meilleures sources de formation agricole sur les fermes elles-mêmes, si nous pouvons attirer de jeunes hommes et de jeunes femmes des salles de classe dans les fermes où ils pourront apprendre les bonnes méthodes d'agriculture dans un bon milieu. J'aimerais que vous parliez plus abondamment de ce que vous envisagez comme programmes que nous pourrions offrir afin d'amener les jeunes dans les fermes, de ramener dans les fermes et leur donner un certain sentiment de sécurité et une certaine perspective d'avenir de façon à ce que, Dieu merci, nous n'ayons plus à dire que le seul agriculteur riche est un agriculteur mort car c'est là le seul moment où il devient riche.

M. Whelan: Normalement, nous aurions déjà présenté notre projet de loi sur le crédit agricole à la Chambre des communes, mais les changements qui se font actuellement dans le monde des finances nous obligent à le passer encore une fois en revue.

A notre avis, il faut traiter les jeunes agriculteurs pratiquement comme n'importe quel autre membre de notre société. Beaucoup de gens pensent, par exemple, que nous ne faisons pas autant pour les jeunes agriculteurs que nous le faisons pour les étudiants. A en juger les chiffres que l'on m'a donnés l'année dernière, nous payons environ \$14,000 par année scolaire pour chaque étudiant, et on nous reproche de ne pas en faire autant pour les jeunes agriculteurs.

Je ne dis pas que nous allons le faire, mais si je prête \$200,000 à un jeune agriculteur ou recommande au gouvernement de le faire, je veux avoir un programme qui garantirait qu'il pourra décentement faire vivre sa famille et qu'il sera capable de rembourser l'argent.

Les autres programmes dont nous avons parlé, c'est-à-dire le programme de stabilisation, d'assurance-récolte, etc., doivent aller de pair. Ils sont nécessaires parce qu'il n'est pas possible d'avoir des gens qui disent «si vous produisez trop d'œufs, ou trop de dindons, vous ne pourrez pas les vendre mais devez les donner». Ce sera la faillite et il n'y en aura plus l'année prochaine. Il faut assurer la stabilité.

Je pense que c'est le même problème dans l'industrie du bétail. Le Canada veut avoir sa propre production. Les provinces ont dépensé des millions et nous y avons également consacré des montants considérables. Personnellement, je pense que c'est une industrie qui désire économiser et avoir un minimum de stabilité. Parmi les éleveurs il y en a néanmoins, comme dans n'importe quel autre secteur agricole, qui disent qu'ils n'en ont pas besoin. Encore une fois, quelques-uns d'entre eux espèrent que la disparition de deux ou trois concurrents pourrait les aider à agrandir leur propre exploitation.

A mon avis, c'est une attitude mauvaise pour notre agriculture quoi qu'en disent les autres. Dans certaines branches de notre production, il est préférable d'avoir des unités de dimension familiale, à condition d'être rentables, évidemment. Nous allons donc proposer avec la Société de crédit agricole que les agriculteurs de 18 à 35 ans puissent obtenir des prêts avec un versement initial très modeste, parfois même pas, à condition qu'ils deviennent dans l'espace de 5 années des agriculteurs à temps plein.